

LEVEE DE LA SEANCE  
SEANCE DE L'APRES-MIDI

LE TRES HONORABLE JOE CLARK:

Certains des journalistes sont en train de quitter la salle et je vais profiter de ces quelques instants pour vous communiquer la liste des orateurs de cet après-midi. Je souhaite remercier d'emblée les personnes qui ont bien voulu accepter de prendre la parole aujourd'hui.

Nous allons donc entendre la Tchécoslovaquie puis la Turquie, l'Espagne, la Roumanie, le Portugal, le Luxembourg, la République démocratique d'Allemagne et l'Italie.

J'aimerais donner la parole au ministre des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie, Son Excellence monsieur Jiri Dienstbier.

SON EXCELLENCE M. JIRI DIENSTBIER,  
MINISTRE DES AFFAIRES ETARNGERES, TCHECOSLOVAQUIE:

Monsieur le président, chers ministres, mesdames, messieurs, je souhaite remercier monsieur le Premier Ministre, l'Honorable Brian Mulroney, de son accueil. Nous apprécions beaucoup l'hospitalité offerte par nos hôtes canadiens.

Nous nous réunissons alors que se déroule une dynamique de changement dans la partie orientale de l'Europe divisée qui provoque des modifications fondamentales dans les relations Est-Ouest. Dans ce contexte toutes nos institutions, et souvent notre mode de pensée également, se trouvent à la traîne de l'évolution politique.

Nous ne pouvons pas non plus à cet égard éluder la question du présent et de l'avenir des blocs, le Pacte de Varsovie et l'OTAN. Je souscris à l'idée que jusqu'à présent l'équilibre entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie a été le garant de la stabilité de la sécurité européenne. Dans quelle mesure est-ce encore valable?

La nouvelle situation va à l'encontre de la notion actuelle de sécurité européenne qui s'appuie sur l'idée de blocs dans la zone englobée par le processus d'Helsinki. Les états de l'Alliance orientale évoluent aujourd'hui vers une pluralité politique et économique. Ceci se reflète entre autres dans la démocratisation de leurs relations avec leurs alliés et le Pacte de Varsovie a cessé d'être un outil pour maintenir au pouvoir les bureaucraties totalitaires.

Nous souhaitons une évolution dynamique en Europe, ceci dans la stabilité. Le gouvernement tchèque, d'entente nationale toutefois, n'est pas convaincu que la stabilité peut être maintenue